



Le choix d'un éventuel successeur au PDG d'EDF se fera « en temps utile », a affirmé la ministre française de l'Économie Christine Lagarde, après un nouveau report d'un conseil d'administration décisif du groupe public d'électricité. © AFP.

Banques / La recapitalisation du Holding communal passe mal

La fronde des communes

L'ESSENTIEL

- Des communes s'interrogent sur l'opportunité de recapitaliser le Holding communal, actionnaire à 14,1 % de Dexia.
- Elles se sentent forcées d'injecter de l'argent, si elles veulent encore percevoir un dividende de l'institution.



FIN SEPTEMBRE, le Holding communal tiendra une assemblée décisive. © T. B. (ST).

Les communes n'ont pas fonction à rester à long terme dans le Holding communal. » Didier Gosuin, bourgmestre d'Auderghem, chef de groupe MR à la Région bruxelloise, traduit le malaise de certaines communes à la veille de la recapitalisation du Holding communal, actionnaire de Dexia à hauteur de 14,11 %. Et il interpelle Charles Picqué, le ministre-président de la Région bruxelloise, chargé des pouvoirs locaux.

En Wallonie aussi, la fièvre monte. À Bastogne ou à Court-Saint-Étienne, on s'interroge ouvertement. Et Cedric du Monceau, premier échevin d'Ottignies, a, dans *Le Soir* du 11 septembre, stigmatisé ce qu'il appelle un « marché de dupes ».

Un retour en arrière s'impose. En septembre 2008, le Holding communal doit

injecter 500 millions d'euros dans le capital de Dexia. Une dépense imprévue, et qui tombe mal, car le Holding avait investi ailleurs. Dans la sicafi Cofinimmo, dans le réseau de communication Astrid et même dans un bloc d'actions Fortis, acquise au printemps 2008. Sa dette a gonflé : de 186 millions d'euros en 2003 à 1 milliard en 2006 et 1,8 milliard, donc, fin 2008. Une dette en outre gagée en grande partie sur la valeur des actions Dexia. Or à partir de la fin 2008, elles ne valent plus grand-chose. Le Holding communal n'a d'autre choix que de demander la garantie de l'État fédéral et des Régions. Garantie accordée jusqu'au 30 septembre de cette année, mais à une condition : que l'institution se recapitalise.

Voilà pourquoi, ce 30 septembre, les ac-

tionnaires du Holding doivent décider en assemblée générale de recapitaliser l'institution à hauteur de 484 millions d'euros, en deux temps. D'une part, l'apport, valorisé à 234 millions d'euros, par les communes, des actions (certificats) Dexia qu'elles possèdent. Elles recevront en échange des actions du Holding communal. En outre, il est demandé aux communes d'injecter 250 millions, en achetant de nouvelles actions du Holding, sur lesquelles un rendement de 13 % est garanti.

« On ne nous offre pas le choix »

« Marché de dupes », disent en chœur Cedric du Monceau, Didier Gosuin ou Hadelin de Beer (conseiller Écolo, représentant Ottignies à l'assemblée du holding). « On ne nous offre pas le choix, explique

Michaël Goblet d'Alviella, bourgmestre (MR) de Court-Saint-Étienne. *Les communes qui ne recapitaliseraient pas le Holding sont sûres de ne pas toucher de dividendes sur leurs anciennes actions, puisque les nouvelles actions émises seront privilégiées.* » Une fois ces dividendes payés, il ne devrait plus rester beaucoup pour payer les actions ordinaires.

Mais les communes récalcitrantes se posent aussi des questions sur la gouvernance et l'utilité du Holding communal. Gouvernance ? « La composition du conseil d'administration est opaque », note Hadelin de Beer. Utilité ? « Auderghem n'a pas vocation à être actionnaire d'une banque », dit Didier Gosuin. « Une commune a-t-elle vocation d'investir en Cofinimmo ou en Fortis, interroge Cedric du Monceau. S'il s'agit de sauver Dexia, ce que j'admets, on pourrait structurer ce financement autrement, regrouper les apports des communes wallonnes au sein de la SRIW par exemple. Pour une ville, cela a du sens de participer au développement économique wallon. Cela je peux politiquement le défendre », dit-il.

Paradoxalement, les communes qui renâclent sont modestes et sans trop de soucis financiers. Les grandes, comme Anvers, Charleroi, Liège, fort endettées, semblent suivre sans broncher les propositions du Holding. Paradoxe apparent : en leur permettant de s'endetter à 5 % pour acheter des titres qui devraient en rapporter 13 %, les grandes communes pourront inscrire des montants positifs à leur budget. Et c'est cela qui leur importe. ■

PIERRE-HENRI THOMAS

[l'histoire]



JOCHEN ZEITZ (à g.), patron de Puma, et Herbert Hainer, patron d'Adidas, vont, un jour au moins, enterrer la hache de guerre. © AFP.

La grande réconciliation des frères ennemis Adidas et Puma

Les sociétés d'équipements sportifs rivales Adidas et Puma envisagent de sceller leur réconciliation en jouant ensemble une partie de football le 21 septembre, date de la journée mondiale de la paix. Le match, au cours duquel s'affronteront des employés des deux marques allemandes, aura lieu en Bavière, dans la ville de Herzogenaurach où les deux entreprises ont leur siège.

« Chez Adidas, nous nous réjouissons de soutenir avec Puma l'édition 2009 de la journée de la paix », a déclaré Herbert Hainer, patron d'Adidas. « Notre coopération pour soutenir la journée de la paix est un petit pas dans la bonne direction et une expression du pouvoir fédérateur du sport », a pour sa part commenté Jochen Zeitz, son homologue chez Puma.

Cette rencontre, présentée comme « historique » par les deux sociétés, met fin de manière au moins symbolique à une brouille de soixante ans entre ces deux entreprises, fondées dans les années quarante par deux frères ennemis, Rudolf et Adi Dassler, héritiers d'une fabrique familiale de chaussures. Avec 10,8 milliards de chiffre d'affaires en 2008, Adidas est de loin le plus gros. Mais Puma, sponsor de l'athlète jamaïcain Usain Bolt, l'homme le plus rapide du monde, s'est taillé une niche en cultivant une image cool et décalée.

La journée de la paix, née d'une initiative du réalisateur Jeremy Gilley en 1999, a été adoptée en 2001 par les Nations Unies. Elle a pour but d'instituer un jour annuel de cessez-le-feu et de non-violence. (afp)

Agriculture / Les actions se poursuivent : la ministre fédérale Sabine Laruelle interpellée à Ciney

La FWA ne veut pas d'un suicide wallon

Bien qu'on s'en défende de chaque côté, le lancement de la « grève du lait » la semaine dernière a tendu le climat entre les organisations d'agriculteurs. D'un côté, il y a le MIG et la Fuga, qui ont initié le mouvement en Wallonie. De l'autre, la Fédération wallonne de l'agriculture (FWA), le syndicat majoritaire qui n'a pas donné de mot d'ordre à ses membres. Cette dernière a tenu à rappeler qu'elle n'était pas « contre » la grève, mais que « faute de mobilisation de tous les producteurs européens, les conditions n'étaient pas réunies pour que celle-ci atteigne ses objectifs », explique Yvan Hayez, se-

crétaire général de la FWA. *Je ne veux pas que la Wallonie se sacrifie pour le reste de l'Europe !* »

« Nous avons du respect et de la compréhension pour ceux qui ont lancé le mouvement, ajoute le secrétaire général. Mais se joindre à la grève relève du choix individuel de chaque producteur. »

« Nous ne voulons pas qu'ils se mettent en faillite de manière vaine », précise René Ladouce, le président de la FWA.

Se référant au marché des céréales (qui connaît également une forte chute des prix due à l'abondance de la récolte), Yvan Hayez souligne que « c'est l'en-

semble du modèle agricole européen qui est en péril ». Quant aux mesures proposées hier par la commissaire européenne à l'Agriculture Mariann Fischer Boel, « même si leur impact peut être positif, elles ne répondent pas à l'ampleur du problème, constate Yvan Hayez. C'est un sparadrap sur une jambe cassée ».

La fédération wallonne compte-t-elle mener des « actions » ? Yvan Hayez ne veut pas faire de surenchère médiatique : « La situation est dramatique. Que faire de plus que ce qui a été fait à Ciney ? Un suicide collectif ? Nous agissons comme un partenaire social, dans un cadre de concertation. Et nous y avons ob-

tenu des résultats, comme le prélévement anticipé des amendes en cas de dépassement des quotas individuels. »

Nouveaux épandages

Sur le front de la grève, les actions de sensibilisation des consommateurs se sont poursuivies, de même que la surveillance des laiteries pour empêcher l'arrivée de lait en provenance de l'étranger. Ce week-end, le MIG a annoncé de nouveaux épandages massifs de lait, ainsi qu'une opération « portes ouvertes » dans six fermes laitières wallonnes.

Enfin, en France, des producteurs en grève ont déversé plu-

sieurs millions de litres de lait, notamment à proximité du Mont-Saint-Michel. ■ B. P.

Sabine Laruelle « interpellée »

Alors qu'elle donnait une conférence devant 350 élèves d'une école de Ciney, Sabine Laruelle et deux de ses collaborateurs ont été brièvement empêchés de quitter les lieux par une centaine d'agriculteurs venus interpellier la ministre fédérale de l'Agriculture. Après quelques échanges, la ministre a promis de tenir une réunion avec les producteurs, puis a pu sortir de l'école sans heurts. (B. P.)

VOUS AIMEZ LE SAUMON ?

Vous appréciez tout particulièrement le journal du samedi pour ses pages couleur saumon consacrées à l'économie? Désormais, vous allez adorer le journal Le Soir tous les jours... En effet, dès mardi prochain, l'économie prendra une place beaucoup plus importante dans nos pages. Et ce, chaque jour. **PLUS DE PAGES «ÉCONOMIE»? C'EST DANS LE SOIR, DÈS LE MARDI 22 SEPTEMBRE.**

LE SOIR